

Compte-rendu de l'étape de Calais

Vendredi 8 Janvier – visioconférence

Relever les défis sanitaires et environnementaux des transports routiers

Pour cette dernière étape du Forum de la Transition Énergétique des transports routiers de l'année 2020, reportée au 8 janvier afin de mobiliser les acteurs régionaux, nous faisons étape à nouveau dans les Hauts-de-France, à Calais. En introduction, Gilles Baustert, Directeur des relations institutionnelles et de la communication chez Scania France a souhaité remercier les élus et techniciens pour l'intérêt qu'ils portent à cet événement.

Gilles Baustert a tenu à mettre en avant trois raisons ayant motivé la création de ces Forums mettant à l'honneur les régions françaises et leurs initiatives en faveur d'une mobilité décarbonée. La première réside dans le **défi sanitaire**, ô combien d'actualité. Chaque année, sur le territoire national, la mauvaise qualité de l'air génère en moyenne 48.000 décès. Suite à ce constat, la Cour de Justice de l'Union Européenne a condamné la France pour ne pas avoir su suffisamment protéger ses citoyens. Ce qui s'est traduit par une astreinte, imposée par le Conseil d'État en juillet 2020, pour un montant de 58.000 € par jour pour insuffisance de moyens. Le 2^{ème} enjeu auquel nous devons faire face est le **défi environnemental**. Le respect des « Accords de Paris » de 2015 fixe un objectif de limitation de la hausse des températures à 1,5 degrés maximum d'ici 2050. Concrètement, tous les 10 ans, il faut que nous réduisions notre impact carbone de 50%. La troisième raison est de **donner la parole aux territoires**, le tout dans un objectif de coconstruire les solutions de demain.



*« Si nous voulons
respecter l'Accord de
Paris, il faut que les pays
industrialisés diminuent
de 80% leurs émissions de
CO₂ d'ici 2050 »*

Après avoir présenté les intervenants de ce forum, Gilles Baustert a souhaité présenter les grandes tendances mondiales qui apparaissent aujourd'hui : **l'urbanisation**, le **développement durable** et la **digitalisation**. Concernant le premier point, nous assistons depuis le milieu du siècle dernier à une augmentation exponentielle du nombre de personnes vivant en ville. A ce jour, la moitié de l'humanité réside dans un environnement urbain. Ces éléments ne sont pas sans conséquences sur nos modes de vie. Plus précisément, dans les activités du transport de marchandises, se dessinent trois marqueurs d'avenir. Le **connectivité** tout d'abord. Pour illustrer ce point, depuis 2012, tous les nouveaux véhicules Scania sont connectés et délivrent à intervalles réguliers leurs données d'exploitation, qui sont stockées puis analysées pour améliorer et optimiser leur configuration et la manière dont ils sont utilisés. Deuxième marqueur, c'est **l'électrification** des véhicules. Il y a un an a été lancé le premier autobus électrique qui parcourt en ce moment les routes de France pour être présenté à de futurs utilisateurs. En septembre dernier c'est le premier camion électrique à batteries qui a été introduit sur le marché. Henrik Henriksson, PDG de Scania, a ainsi promis qu'une innovation associée à l'électrification des véhicules serait lancée tous les ans. Enfin les **véhicules autonomes** sont le dernier grand marqueur de cette période. C'est une tendance lourde qui devrait commencer à être expérimentée dans les années à venir.

Le défi environnemental est traité de façon prioritaire et pérenne par Scania depuis de nombreuses années. A titre d'exemple, des efforts d'1 milliard d'euros de recherche et développement ont été nécessaires pour se conformer à la norme Euro 6. Gilles Baustert souhaite rappeler finalement les 3 leviers possibles pour lutter contre les émissions de CO₂ qui sont l'efficacité énergétique, les transports sûrs et intelligents et les carburants alternatifs et l'électrification. C'est ce dernier point qu'il est proposé d'aborder lors des échanges.

État des lieux : quelles initiatives et actions concrètes en matière de transition énergétique des transports routiers dans nos territoires aujourd'hui ?



« Une station hydrogène est financée par la région sur le territoire, et la première ligne de bus entièrement hydrogène a aussi vu le jour »

La région finance un large panel de solutions de déplacements

En sa qualité de conseillère régionale dans les Hauts-de-France, membre de la Commission chargée des transports, des grandes infrastructures de transports, de l'économie portuaire, et des affaires maritimes, Fatima Massau a souhaité rappeler les missions de la région concernant cette transition énergétique dans les transports.

L'un des grands dossiers régionaux repose sur le Canal Seine Nord Europe qui structurera tous les modes de déplacements dans les années à venir. L'élue précise que cette transition vers un modèle de transports plus inclusif passera par des investissements ciblés : **« la construction de 4 ports intérieurs, des plateformes multimodales... »**.

« La transition écologique des transports doit être accompagnée par une politique économique volontariste, c'est ce que nous faisons », les Hauts-de-

France financent ainsi activement les bornes électriques de recharge sur tout le territoire. Ce maillage est bien entendu précieux pour les particuliers et les professionnels de la logistique. Cette initiative est saluée par Gilles Baustert. Par ailleurs, les premiers bus à hydrogène circulent dans les Hauts-de-France autour de Lens, et la Région s'implique naturellement aux côtés des différents acteurs sur le sujet.

Une expertise au plus proche des besoins énergétiques des collectivités partenaires

Jean-Robert Deparrais, Directeur Développement et Contract Management pour l'opérateur de mobilités Transdev en Hauts-de-France, a été questionné sur les actions de Transdev en faveur de la transition énergétique du parc roulant. Pour cadrer son propos, il a rappelé que la **« région des Hauts-de-France est un territoire riche d'histoires, eu égard à son passé industriel qui est un atout indéniable »**. Ce dynamisme rare favorise ainsi à l'émergence de solutions qui doivent irriguer tout l'écosystème territorial.

Les atouts y sont nombreux, la forte compétitivité régionale (en relation directe avec des régions frontalières européennes), les entreprises innovantes qui structurent le territoire, et surtout **« la mission Rev 3 qui depuis 2013 met la décarbonation au cœur de la feuille de route régionale »**.

Le rôle de Transdev en tant qu'opérateur et intégrateur de mobilités, est **« d'accompagner le plus finement possible les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) dans la mise en place de leur schéma énergétique, au regard de leurs ambitions territoriales et en lien avec l'impératif d'employabilité »**. L'expertise du groupe sur toute ces questions de la transition de modèle s'avère donc précieuse.



« En tant qu'opérateur, nous accompagnons les collectivités dans la transition énergétique »

De plus, le Plan de relance régional doté de 1.3 milliard d'euros renforce les espoirs de Transdev pour transformer au plus vite les choses. Ces sommes sont des jalons qui incitent à faire plus en faveur des **« véhicules connectés, sur l'éco-conduite... Dans un souci de toujours faire des choses plus performantes, moins polluantes et dans cette amélioration de la fiabilité pour l'utilisateur final »**.

En France, à ce jour, ce sont près de 1.000 véhicules exploités au gaz ou au biogaz. Quant aux Hauts-de-France, Jean-Robert Deparros développe en indiquant que l'opérateur **« a de la chance d'avoir des collectivités locales dynamiques qui nous permettent d'exploiter 6 véhicules hydrogène, 120 véhicules à gaz, 100 véhicules hybrides et environ 10 véhicules électriques »**.

Pour ce qui concerne les nombreuses expérimentations développées par Transdev dans les Hauts-de-France, et plus particulièrement sur Calais, **« il y a aussi cette volonté d'avoir un report modal plus poussé vers des transports en commun gratuits dès l'an dernier »**. Pour les usagers, cela s'est traduit concrètement par une augmentation de l'offre de transports.

Enfin, et toujours dans cette volonté d'accompagner les collectivités locales le plus finement possible, Transdev mène des réflexions autour de l'hybride à Calais, de l'hydrogène à Dunkerque en complément du parc de véhicules à gaz et de l'électrique à Lens après le démarrage réussi de l'hydrogène.

Lutter contre les externalités négatives par l'analyse des usages

Pierre Verley, Adjoint au maire de Marcq-en-Barœul, en charge de la transition écologique, des systèmes d'information, et de la démocratie participative, souligne que c'est la passion qui le porte à travailler sur ces sujets de mobilité. Sujets de plus en plus débattus dans le débat public, même si, lucide, il estime que ces enjeux de la mobilité ne sont arrivés que récemment dans l'agenda politique.



« A ce jour, on manque de pédagogie : on ne remplacera pas le véhicule thermique par une seule solution mais par un mix plus large »

Son premier constat concerne les externalités négatives de la mobilité, **« notamment causées par des décennies d'étalement urbain, sans oublier la pollution atmosphérique ou auditive »**, qui ont commencé à poindre et qui mérite une réaction forte des pouvoirs publics.

Ce sont tous les maillons de la mobilité qui doivent ainsi être repensés, la mobilité personnelle, bien sûr, et les déplacements pendulaires nombreux, la mobilité collective ou celle liée aux livraisons, estime-t-il.

L'élus local de poursuivre : **« je suis convaincu que tout cela est de la responsabilité individuelle et collective »**. De même que sur les Zones à Faibles Émissions (ZFE), il faut faire preuve de pragmatisme pour que cette démarche soit la plus vertueuse et ne tend à exclure personne. En ce sens, il faut **« agir collectivement, par petit pas, et dans la même direction »**.

De par sa formation d'ingénieur en instrumentation, il place l'analyse des données de mobilité au cœur de cette démarche. **« La mesure constitue le premier pas vers la correction. Car on ne corrige pas ce que l'on ne mesure pas. Il est capital de mesurer et de transmettre à ceux qui ont produit »**.

Enfin, il estime qu'il faut **« multiplier les solutions. La solution unique à la voiture personnelle, aux transports collectifs ou aux transports de marchandises ne peut pas fonctionner »**. Tout cela permettra d'aller vers une mobilité plus performante, estime Pierre Verley.

Donner plus d'autonomie aux territoires

Fatima Massau est interrogée sur la façon dont la région, en tant que collectivité locale, soutient les territoires qui la compose dans cette volonté de faire de la transition énergétique un modèle d'avenir.

Pour répondre à cette question, la conseillère régionale s'appuie sur une disposition contenue dans la LOM qui donne aux communautés de communes la compétence mobilité, si ces dernières souhaitent en devenir chef de file.

« **Cette disposition permet ainsi d'accorder un plus grand rôle aux territoires ainsi qu'une responsabilité accrue** ». Les communautés de communes choisiront ainsi leur propre maîtrise de leur stratégie locale de mobilité, en articulation avec les autres politiques publiques locales (énergétique, environnementale, sociale, économique, aménagement...) dans le cadre de son projet de territoire.



« La région soutient la prise de compétence mobilité des communautés de communes »

Maîtriser les coûts tout en favorisant un meilleur mix énergétique

Pour présenter les initiatives locales propres à ce territoire, Jean-Robert Deparrais estime que « **la région des Hauts-de-France est un territoire qui est précurseur** ». A titre d'illustration, l'autorité organisatrice de la mobilité de Beauvais fonctionne sur le modèle du « **mix énergétique et du mix marques, déclinés de la façon suivante : 20 véhicules roulant au gaz avec 3 marques de véhicules, 17 véhicules hybrides avec 2 marques de véhicules, et 5 véhicules électriques de 2 marques différentes** ».

Par cette démonstration, l'opérateur de mobilités ne souhaite ainsi pas se focaliser sur un seul type de motorisation, mais bien de renforcer l'idée du mix global.



« Le bon choix est celui qui correspond aux territoires, en tenant compte des ressources de ce dernier »

Pour faire émerger des solutions alternatives, Jean-Robert Deparrais fait ainsi « **confiance à Scania et à d'autres constructeurs pour faire émerger d'autres technologies encore plus performantes** ». L'idée étant de faire face à ce saut technologique qui est devant nous, pour accompagner au mieux les collectivités en fonction de leurs spécificités.

L'objectif enfin pour un opérateur de mobilités tel que Transdev est de ne pas faire naître d'éventuels surcoûts. « **L'ambition induite par cette transition énergétique est d'essayer autant que possible de maîtriser les coûts d'exploitation** ». La clef de l'équation réside dans cette mise en commun des ambitions partagées du client, de l'opérateur et des fournisseurs de solutions.

Plans de relance : Quelles innovations en faveur des transports durables en Région Hauts-de-France ?

La région développe une aide à la conversion pour particuliers

En parallèle du Plan de relance national, les régions ont fait adopter un certain nombre de dispositifs de soutiens territoriaux. En ce sens, la région des Hauts-de-France s'est dotée en juin dernier d'un Plan de relance avec une enveloppe de 1,3 milliard d'euros. Cette somme viendra appuyer les secteurs en difficulté.

L'élue d'indiquer que le bioéthanol permet de nouveaux débouchés pour les exploitations agricoles du territoire. Dès la fin de l'année 2018, et sous l'impulsion de Xavier Bertrand, a été décidé d'attribuer **« une aide financière aux automobilistes des Hauts-de-France. Il s'agit plus spécifiquement d'aides à la conversion permettant de transformer les véhicules essence en véhicules en roulant au bioéthanol »**.

Sur ce dernier point, Gilles Baustert souligne que Scania est le seul transporteur à faire rouler des camions avec cette énergie. C'est dans ce cadre que la ville de Saint-Quentin a accueilli le constructeur pour homologuer ce biocarburant, sous le contrôle de la Direction Générale de l'Énergie et du Climat.

La Région soutient également le développement de flottes roulant au gaz, et le déploiement d'une filière hydrogène sur tout le territoire régional.



« Notre philosophie repose sur un changement qui vienne des besoins du terrain »

Le numérique et l'éco-conduite pour limiter l'impact de nos transports



« Selon l'ADEME, les outils d'analyses des données permettent de réaliser 10 à 15 % d'économies pour les chauffeurs »

Selon Pierre Verley l'alliance des outils numériques pour assurer une meilleure éco-conduite des véhicules s'avère judicieuse. En effet, en se fondant sur les travaux de l'ADEME, les bénéfices des outils numériques destinés à une conduite plus durable sont prouvés. **« On parle de 10 à 15% d'économies sur les usages associés à la technologie et à l'éco-conduite »**.

C'est avec sa casquette de salarié de l'entreprise Xee que Pierre Verley fait valoir son expertise. Par ce biais, le large panel d'actions de cette entreprise **« qui initialement travaillait sur les voitures puis a étendu son cœur de métier vers les camions et les bus »**, peut se targuer aujourd'hui de proposer des solutions ambitieuses dans cette décarbonation.

Aujourd'hui, il existe des outils pour développer la connectivité des véhicules, qui permettent de restituer des informations au conducteur en temps réel. Il indique que l'État, le Ministère de la transition écologique et l'ADEME font par ailleurs des efforts importants pour **« financer ces installations d'outils d'aide à l'éco-mobilité dans le transport »** pour ceux des transporteurs qui feraient ce choix.

En plus de l'effort des constructeurs sur des investissements menés sur les motorisations, les analyses séquentielles de la conduite apportent un complément intéressant. C'est en effet tout le cycle de circulation qui est pris en compte : **« le temps d'arrêt de moteur allumé, les régimes moteur et les consommations de carburants »**. Ces outils peu connus, cofinancés par l'Etat, permettent aux transporteurs de gagner de 10 à 15% sur la facture de carburant.

Rechercher des modes de financements pour offrir la meilleure solution aux AOM

Jean-Robert Deparrais est interrogé sur les marges de manœuvres d'un groupe tel que Transdev dans les orientations à impulser auprès des collectivités. Celui-ci entame son propos en affirmant que « **les marges de manœuvre sont déterminées par les contrats conclus avec les collectivités** », ce qui est donc très corrélé au contexte budgétaire local.

Transdev, dans sa démarche globale et vertueuse, innove toujours sur la question des coûts. A titre d'illustration, des progrès sont par exemple envisageables notamment sur tous les sujets qui touchent aux « **véhicules connectés mais aussi aux ateliers connectés afin d'améliorer le contrôle sur les externalités négatives** ».

Enfin, et à l'échelle européenne, le groupe Transdev est très réactif sur tous les plans de relance, mais aussi le Feder, ou les Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA), lors des négociations budgétaires avec les autorités organisatrices de la mobilité délégantes. Il apporte son expertise financière aux AOM pour bénéficier des impulsions nécessaires au développement de nouvelles innovations.



*« La Mission Rev3
(50 millions d'€)
portée par la
région, finance des
technologies et des
innovations liées à
la mobilité »*

Lutter contre les résistances au changement par des politiques incrémentales



*« Il faut pérenniser le
plus possible les
politiques publiques
en lien avec la
transition
énergétique »*

Sur les années à venir, le premier souhait de Pierre Verley serait de donner « **aux outils déjà mis en place une certaine pérennité, car il faut du temps pour qu'ils s'imposent au plus grand nombre** ». Avant de passer à l'étape de l'industrialisation de ces mêmes outils, il faut que les gens se les accaparent.

De même que sur la question des financements, il souligne que c'est important de se positionner sur du temps long. Sans cela, les entreprises manquent de repères et ne peuvent pas correctement innover et investir.

Le deuxième souhait de l'élu est de « **favoriser toutes les formes de déplacements en tenant compte des usages de chacun** ». Il n'existerait donc pas un modèle à suivre mais il faut tendre vers la multimodalité.

Enfin, en ce qui concerne les sources d'énergie, là aussi, il ne faut pas privilégier une seule source de carburants. Sur l'électricité, Pierre Verley souligne à ce jour que tous les acteurs s'y sont engagés, cela constitue un signal encourageant. Le déploiement des bornes doit se concevoir pour et avec le plus grand nombre de citoyens. Dans le même ordre d'idée, il faut permettre aux usagers de prendre part au mix énergétique en leur donnant les moyens de l'utiliser.

La région accompagnatrice de toutes les initiatives de la mobilité



*« La région se donne
tous les moyens
pour être le pilote
dans les nouvelles
mobilités »*

Fatima Massau souligne que « **la région subventionne les recherches sur les carburants alternatifs tels que le bioéthanol, le gaz ou encore l'hydrogène** ».

Parmi les outils régionaux figure notamment le Technopôle Transalley de Valenciennes sur les mobilités et les transports durables. Cet écosystème exceptionnel s'insère dans un environnement unique où il tire toute sa légitimité issue d'un riche passé industriel.

Des « **réflexions sont par ailleurs menées pour donner aux citoyens les moyens de faire remonter leurs préoccupations sur ces sujets, et de renforcer la recherche** ».

Croire au mix énergétique et investir

Avec pragmatisme, Jean-Robert Deparrais confirme que l'avenir est à un mix de solutions et de carburations, même s'il serait plus simple pour un opérateur d'avoir une solution idéale unique à bas coût et décarbonée.

Il existe des collaborations puissantes dans ce domaine. A ce jour Transdev travaille sur deux dossiers en partenariat avec le groupe Avril, « **permettant de promouvoir un biocarburant compatible avec certains véhicules, et sous l'égide de deux autorités organisatrices de la mobilité** ».

L'AOM de Lens, qui a lancé l'expérimentation hydrogène, fait partie de cette expérimentation-là, car elle n'oublie pas les autres véhicules de son parc roulant. La complémentarité des solutions à disposition est donc de mise dans ce projet. Pour Saint-Quentin, Jean-Robert Deparrais souligne l'importance du dialogue avec la collectivité. Transdev « **a beaucoup parlé avec ce client** », afin de coconstruire cette mobilité plus verte avec des solutions adaptées au territoire.

A ce jour, et selon les expertises menées par Transdev, la solution qui s'avèrerait la plus pérenne reposerait sans doute sur des piles à combustible hydrogène qui « **permettraient de nous projeter sur une durabilité et une autonomie plus grandes** ». C'est une avancée assez forte sur l'électrique, pour rendre son usage enfin optimal.



*« Sur l'électrique on
est toujours
contraint par
l'autonomie, la
topographie, l'usage
du véhicule »*

Conclusions

Pour **Jean-Robert Deparrois**, Directeur Développement et Contract Management pour l'opérateur de mobilités Transdev en Hauts-de-France, a donc mis en avant l'action de l'opérateur dans la région rappelant le riche passé industriel du territoire qui est une force. L'ambition de Transdev est de travailler le plus finement possible avec les autorités organisatrices de la mobilité, en leur proposant des flottes adaptées et moins consommatrices en énergies. Enfin, et compte tenu d'un contexte budgétaire contraint sur ces mêmes collectivités, l'équation financière doit également être maîtrisée afin de favoriser l'émergence d'un mix énergétique le plus pérenne possible.

Pour **Fatima Massau**, Conseillère régionale dans les Hauts-de-France, membre de la Commission chargée des transports, des grandes infrastructures de transports, de l'économie portuaire, et des affaires maritimes, le panel des solutions de mobilités décarbonées soutenu par les Hauts-de-France est large. Confirmant elle aussi qu'il n'existe pas une seule énergie d'avenir mais bien un package de solutions tendant vers la décarbonation des transports, elle rappelle elle aussi que ces initiatives dépendent des territoires et de leur schéma énergétique. Les initiatives régionales ne manquent pas, et l'ambition de décarbonation portée par la troisième révolution industrielle est forte. Des acteurs tels que le Technopôle de Transalley de Valenciennes sur les mobilités et les transports durables, permettent de donner une perspective ambitieuse et encourageante à cette décarbonation dans la mobilité régionale.

L'Adjoint au maire en charge de la transition écologique, des systèmes d'information, et de la démocratie participative de Marcq-en-Barœul, **Pierre Verley**, a mis en avant à la fois son expertise d'ingénieur en instrumentation de la mobilité et du numérique et sa casquette d'élus local : l'usage des données doit accompagner la transition énergétique des transports en apportant plus sobriété. Aussi, il appelle de ses vœux une révolution progressive dans les usages de la mobilité, accompagnée par une politique faite d'ajustements permanents qui s'inscriront dans l'avenir. L'éco-conduite et les outils numériques permettent d'accompagner au mieux cette transition nécessaire dans les transports, d'autant qu'ils permettent aux transporteurs des gains économiques non négligeables, et qu'ils sont cofinancés par l'Etat.

Gilles Baustert remercie les congressistes et les intervenants de cette huitième étape du forum, tout en confirmant que l'avenir lui semble également être un panel de solutions. Tous les échanges organisés depuis des mois confirment ce point : chaque transporteur doit analyser le mix énergétique adapté à ses usages et aux possibilités disponibles sur son territoire, et les collectivités accompagnent par des investissements le mouvement dans le cadre du renouvellement de leurs flottes, du déploiement d'infrastructures de carburants alternatifs, et de primes à la conversion des véhicules. L'État est également à la manœuvre dans les cadres des plans de relances notamment pour épauler les transporteurs dans le développement de l'éco conduite : cette transition énergétique se doit d'allier écologie et économie.

Remerciements / Liste des inscrits aux échanges

Les équipes d'organisation du Forum de la Transition Énergétique des transports routiers de Calais et Scania remercient les personnalités qui se sont inscrites pour ces échanges :

Prénom	Nom	Titre	Entité
Gilles	Baustert	Directeur marketing, communication et affaires publiques	Scania France
Alexis	Bourel	PDG	Groupe channel
Christelle	Cassagnau	Directrice clientèle	MOMENTYS
Véronique	Chion-Dutertre	Responsable supports marketing	Scania France
Pascal	Crestin	Chef de produit	Scania France
Laurence	Crocherie	Chargée de promotion des ventes	SCANIA FRANCE
Marc	De Fleurian	Conseiller municipal - Conseiller communautaire	Ville de Calais / Grand Calais Terres & Mers
Edouard	De Montmarin	Consultant	NEW ENERGY
David	De Smedt	DGA Déchets Eau Assainissement	Grand Calais Terres & Mers
Mathieu	De Vlieger	Chef de projet	Com'Publics
Christine	Deloison	Conseillère régionale	Conseil Régional des Hauts de France
Jean-Robert	Deparros	Directeur Développement et Contract Management	Transdev Hauts de France
Maxence	Dufermont	CEO	TECOMAD-ITS
Gilles	Durand	Secrétaire Général	AFGNV
Sandrine	Garnier	Rédactrice en chef	NEWS TANK MOBILITÉS
Audrey	Germain	Gerante	OPTIONS FINANCE
Jean-Claude	Girot	Président	AFGNV
Nicolas	Hochart	Responsable Commercial	Groupe channel
Pierre	Honoré		Channel PL
Didier	Hubert	Expert Transports et Stationnement	Communauté Urbaine de Dunkerque
Jerome	Laburte	Gerante	OPTIONS FINANCE
Nicolas	Lamare	Directeur Administratif et financier	Channel PL
Marjorie	Lucas		Channel PL
Fatima	Massau	Conseillère régionale commission transports, conseillère municipale	Région Hauts de France
Guillaume	Metvier	Délégué collectivités Pôle Mobilités - énergies	Com'Publics
Philippe	Mignonet	Adjoint au maire délégué à la sécurité et l'environnement / Président	Mairie de Calais / SITAC
Gildas	Moreau	Responsable du Secteur Etudes et Organisation des Services de Transport 62	Conseil Régional des Hauts de France
Thibaut	Moura	Directeur associé mobilité énergies	Com'Publics
Philippe	Page	Co-Président	OTRE HAUTS DE FRANCE
Freddy	Peñaloza	Conductor	PERSONAL
Philippe	Pierson	Chef de Région Ventes Autobus	Scania France
Mathilde	Pronier	Déléguee CDKL	Com'Publics
Hervé	Rébillon	Journaliste	TRM24
Philippe	Rousseau	Chef de produit	Scania France
Ludovic	Siabas	Semi-remorques	Channel PL
Anne-Sophie	Toumit	Cheffe de projet événement	Scania France
Pierre	Verley	Adjoint délégué au développement durable	Mairie de Marcq en Baroeul
Jacques	Vincourt	Dirigeant	JV CONSULTING